



16/04/11 – Madagate – « appelez le 147 pour lutter contre la violence à l'égard des enfants »

La Police Judiciaire, la compagnie Airtel Madagascar, la Fondation Telma et l'UNICEF ont officiellement formalisé le 13 avril leur partenariat pour l'ouverture prochaine d'une ligne verte, confidentielle et gratuite, le 147, pour la protection de l'enfant.

Bruno Maes, représentant de l'Unicef a indiqué que le précédent numéro vert gratuit avait permis à plus de 27.000 personnes de signaler des cas de violation des droits des enfants. La ligne sera étendue à 11 villes.



18/04/11 – Madagate - Andry Rajoelina invité par son homologue namibien, Hifikepunye Pohamba, président en exercice de la Sadc, à venir discuter de la feuille de route. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès, l'accompagnait dans ce déplacement. On ne sait pas si l'entretien a été sollicité par Andry Rajoelina ou si le président en exercice de la Sadc en a pris l'initiative. Le président de la Transition a plaidé pour la tenue d'élection au plus vite, avant la fin de l'année comme il l'a plusieurs fois souhaité. Et sans demander d'argent à quiconque, puisqu'il assure que le pays n'a pas besoin de financement extérieur. A l'annonce de cette invitation, Andry Rajoelina a reconnu que « la Sadc est décideur en ce qui concerne l'avenir de Madagascar ». Mais « le problème est que les chefs d'État anglophones qui en sont membres, n'ont pas d'attache et ne connaissent pas l'esprit, ici à Madagascar », lâche-t-il, avant de tempérer que « la position de la Sadc a évolué » et que le pouvoir de la Transition est déjà « légalisé ». L'invitation laisse supposer que la Sadc souhaite obtenir des éclaircissements sur le processus de sortie de crise avant de trancher, lors de la réunion exceptionnelle de l'organisation régionale, le 20 mai



23/04/11 – Midi – « 4 anciens membres du gouvernement : Pour l'« abandon de toute forme de régime répressif »

« Naissance d'une nouvelle plate-forme avec comme président Alain Tehindrazanarivelo¹ et pour secrétaire général, Roland Ranjatoelina². Parmi les membres, figurent, d'autres ex-ecis et anciens cela : Cécile Manorohanta³ ; Imbiki Anaclet ; Jean Jules ; Jonah Rahetlah⁴. Se trouve aussi dans les rangs, le général Manakany, candidat malheureux à la Primature. En somme, 2 ex-vice-PM et 2 anciens ministres font partie de cette plate-forme dont les membres appartiennent essentiellement à l'intelligentsia puisque bon nombre d'entre eux sont des universitaires connus et/ou des technocrates reconnus. Ensemble, ils sont les auteurs et signataires d'un « manifeste pour un changement démocratique » à travers lequel, ils sont persuadés qu'« il est absolument nécessaire et opportun pour le pays d'abandonner toute forme de régime répressif ». Et ce, par la réforme de la police, de l'appareil judiciaire, du monde des médias et de la gestion de l'économie. Ils préconisent également l'adoption d'« un régime répondant aux réels canons de la démocratie. [...] Et de proposer alors à la communauté internationale d'« entériner et de soutenir politiquement, techniquement, diplomatiquement et financièrement », la solution proposée par la plate-forme »

Commentaire de L'Express : « Tout le monde veut profiter de la confusion et de l'incertitude. Le professeur Albert Zafy tient toujours à son gouvernement insurrectionnel qui tient pour le moment d'une provocation que d'une détermination. Un scénario suranné qu'on n'ose plus recommander dans les écoles de coup d'État en Afrique. L'ancien Président s'est ainsi fait doubler par d'anciens membres du gouvernement de toutes les époques qui ont créé une nouvelle plate-forme qui est en fait un gouvernement résurrectionnel. Ceux qui viennent d'être limogés n'ont qu'à intégrer leurs rangs pour entretenir l'illusion, évacuer leur frustration. [...] Cet opportunisme à tout bout de champ enlève toute crédibilité aux acteurs politiques ».

¹ Ancien Vice-Premier ministre de la Santé, et parmi les principaux animateurs de l'ESCOPOL - Espace de concertation des partis et associations politiques -, Président du parti politique ENINA, il avait été proposé au poste de Premier ministre de consensus.

² Ancien ministre des Transports du gouvernement démissionnaire de Camille Vital, ancien cadre de la compagnie aérienne Air Madagascar, sollicité par Marc Ravalomanana mais qui s'est retiré lors du contrat avec Lufthansa Consulting

³ Ancienne Vice-Premier ministre de l'Intérieur du second gouvernement de Monja Roindefo, et ancienne ministre de la Défense sous le régime de Marc Ravalomanana, enseignant-chercheur à l'Université d'Antsirananana.

⁴ Ancien Avocat Général, ayant fait partie du Tribunal Pénal International du Rwanda



27/04/11 - MaLaza – La famille Rajoelina en vacances de Pâques à Doha. Ils ont quitté Madagascar dans la plus grande discrétion sur un jet privé affrété par un riche homme d'affaire israélien. « Rien n'a pour l'instant filtré de ce voyage pascal de la famille présidentielle que ce soit sur le plan diplomatique ni économique. Toutefois, l'opinion publique se demande sur les moyens utilisés par l'État pour ce voyage présidentiel dans l'un des pays les plus développés des Émirats Arabes. Faut-il rappeler que les dépenses folles déduites des caisses de l'État faisaient parties des reproches imputées à l'ancien Président Marc Ravalomanana durant son mandat ? Didier Ratsiraka, lui aussi, avait été pointé du doigt pour ses fréquents déplacements à l'extérieur ».



27/04/11 – Tananews – Week-end tranquille au Qatar



28/04/11 – Madagate – Le jet privé devant conduire Andry Rajoelina en Zambie a dû rebrousser chemin 20 minutes après le décollage. Une explosion en plein vol évitée. Les autorités n'hésitent pas à évoquer « un acte de sabotage ». L'appareil était immobilisé à l'aéroport d'Ivato depuis le retour de la famille Rajoelina du Qatar. Réactions empruntes de doute et de scepticisme.